

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 8 février 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une proposition de loi "portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police" (Doc. Chambre, n° 1965/1 - 98/99), a donné le 12 février 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 februari 1999 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet "houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten" (Gedr. St. Kamer, nr. 1965/1 - 98/99), heeft op 12 februari 1999 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que la Chambre souhaite délibérer sur cette proposition aussi vite que possible étant donné l'importance de la matière.".

*

*

*

Observation préalable

Contrairement à ce que prévoit l'article 139, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la proposition de loi examinée n'organise aucun recours administratif contre les mesures d'ordre ou les sanctions disciplinaires prises par le bourgmestre, le conseil communal, le collège de police et le conseil de police à l'égard des fonctionnaires de police, des agents auxiliaires de police ainsi que des membres du personnel du cadre administratif et logistique. Une proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles vise à donner un fondement légal à cette absence de recours. A

.../...

cet égard, il est renvoyé à l'avis L. 28.828/2 donné ce même jour sur cette proposition de loi spéciale.

*

* *

Dispositif

Article 1er

L'article 42 de la proposition concerne l'organisation judiciaire et règle, dès lors, une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Article 7

A lire la disposition en projet, deux hypothèses sont possibles :

ou bien, lorsque plusieurs transgressions disciplinaires sont imputées à un membre du personnel, ces différentes transgressions doivent faire l'objet d'une procédure unique à charge de celui qui les a commises et une seule sanction peut être prononcée;

ou bien, lorsque plusieurs transgressions disciplinaires sont imputées à un membre du personnel, chacune de celles-ci pourrait donner lieu à une procédure et à une sanction

.../...

disciplinaire distinctes contre l'auteur de ces transgressions.

Les auteurs de la proposition doivent préciser leur intention à cet égard.

Article 8

L'alinéa 2, deuxième phrase, prévoit que "la non-exécution d'un ordre manifestement illégal n'est pas susceptible d'entraîner une sanction disciplinaire".

Selon le commentaire de l'article,

"Un ordre manifestement illégal, c'est-à-dire dont l'illégalité ne peut être mise en doute par aucun policier normalement prudent et diligent, ne devra et ne pourra toutefois pas être exécuté. La légitimité du refus d'exécuter un ordre manifestement illégal constitue un principe général en droit pénal et est déjà consacrée dans le droit disciplinaire de la gendarmerie (voir article 24/2 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie).".

La disposition à laquelle il est ainsi fait référence est toutefois rédigée en des termes différents :

"Ils [les membres du personnel] exécutent correctement les ordres donnés et se conforment aux directives données dans l'intérêt du service.

Toutefois, un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté.".

.../...

Cette disposition fait de la désobéissance à l'ordre manifestement illégal un devoir de tout membre d'un service de police. Il s'ensuit que ce dernier ne peut exécuter un tel ordre et s'expose à des sanctions disciplinaires s'il l'exécute.

L'obligation pour le subalterne de refuser d'obéir lorsque l'ordre est entaché d'une illégalité grave et manifeste est, du reste, consacrée par la doctrine et la jurisprudence. Elle résulte du principe général de droit administratif en vertu duquel l'action de l'administration est soumise au droit.

La disposition examinée est en retrait par rapport à ce principe général. Elle ne fait pas de la désobéissance à l'ordre manifestement illégal une obligation, mais prévoit seulement qu'elle ne sera pas passible de sanction.

Mieux vaut écrire :

"Un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté.".

Article 11

L'article 11 précise que la sanction disciplinaire de la suspension place l'intéressé en position de non-activité. Le commentaire réservé à la disposition indique, en page 9, que cette sanction entraîne une perte de 50 % du traitement net. Il convient cependant d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait qu'à ce jour aucun statut administratif et pécuniaire n'a été adopté pour le personnel

.../...

des services de police, déterminant les diverses positions administratives et leurs conséquences financières (1).

D'autres dispositions de la loi proposée font également référence à des notions qui devront être précisées dans le futur statut administratif et pécuniaire du personnel des services de police, notamment celles d'échelle de traitement, d'augmentations intercalaires (article 12), de personnel de niveau 1 (article 19) et d'officiers supérieurs (article 20).

Article 15

Les mots "constitue, en ce qui concerne les conséquences au plan de la pension, la sanction disciplinaire la plus lourde" sont imprécis quant aux conséquences de la sanction sur la pension.

Il convient de revoir la disposition en s'inspirant à cet égard du commentaire de cet article.

Article 16

Les alinéas 2 et 3 sont contraires au principe de la présomption d'innocence, dans la mesure où ils assimilent à la démission d'office, l'acceptation de la démission

(1) L'article 104 du statut des agents de l'Etat dispose, quant à lui, que, sauf disposition formelle contraire, l'agent de l'Etat, qui est dans la position de non-activité, n'a pas droit au traitement.

présentée par un membre des services de police qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire (1).

Les textes français et néerlandais de ces deux alinéas gagneraient, en outre, à être rédigés plus clairement.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25

1. Le texte proposé, rapproché du commentaire qui en est donné (2), n'est pas, en tant qu'il contraint l'agent

(1) Voir au sujet d'une disposition similaire de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, D. Batselé, Le régime disciplinaire, in Précis de la fonction publique, Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 651.

(2) Le commentaire (p. 13) se fonde sur l'arrêt n° 39.192, Godaert, du 7 avril 1992 de la section d'administration. Certes, cet arrêt rappelle que si l'autorité disciplinaire est liée, dans la recherche des preuves, par les principes de bonne administration, l'agent qui fait l'objet des poursuites a, lui aussi, le devoir de collaborer loyalement à l'instruction disciplinaire mais - précise aussitôt l'arrêt - "sans renoncer pour autant à ses droits à la défense". Ce devoir ne va pas jusqu'à le forcer à s'auto-incriminer en fournissant spontanément les preuves de sa culpabilité !! Il est également inexact de penser, comme semble le faire le commentaire, que l'autorité disciplinaire qui a connaissance de faits susceptibles de tomber sous le coup de la loi pénale n'aurait pas l'obligation de transmettre les pièces concernant l'enquête disciplinaire aux autorités judiciaires.

à fournir les données dont il a connaissance et à remettre les pièces qui sont en sa possession, compatible avec le principe du respect des droits de la défense, en vertu duquel nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même.

Le texte est à revoir afin de mieux assurer le respect des droits de la défense.

2. Dans le bref délai à lui imparti, le Conseil d'Etat n'a pu approfondir si les fouilles dans les véhicules et effets personnels sont compatibles avec le respect de la vie privée.

Article 28

La disposition recourt à la notion vague d'obligation de discrétion. Il est préférable d'écrire que les autorités disciplinaires ne peuvent divulguer les faits et documents dont elles ont eu connaissance en cette qualité (1).

Articles 32 à 38

1. Il résulte de la combinaison de ces dispositions que deux procédures disciplinaires peuvent être mues en même temps, l'une par l'autorité disciplinaire inférieure et, l'autre, par l'autorité disciplinaire supérieure.

(1) Cf. article 63 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres de la police judiciaire près les parquets - Moniteur belge du 31 décembre 1997.

Certes, il est prévu que l'autorité disciplinaire supérieure peut "évoquer" ou "continuer" la procédure mue par l'autorité disciplinaire inférieure, mais encore faut-il qu'elle ait été informée de cette procédure.

D'une part, les articles examinés ne prévoient une information de l'autorité supérieure par l'autorité ordinaire que dans l'hypothèse où cette dernière estime que la transgression mérite une sanction disciplinaire lourde ou une suspension supérieure à cinq jours.

D'autre part, l'article 38 ne prévoit pas que l'autorité ordinaire est tenue au courant de la procédure mue par l'autorité supérieure.

Il y a donc lieu de prévoir une information réciproque des autorités, ordinaire et supérieure, et un dessaisissement de l'autorité ordinaire lorsque l'autorité supérieure lui annonce qu'elle a elle-même engagé une procédure.

Par ailleurs, il résulte des articles 19 et 20 que, dans certains cas, la même autorité est qualifiée à la fois d'autorité ordinaire et d'autorité supérieure, ce qui ne pourrait manquer d'avoir des répercussions sur le déroulement ultérieur de la procédure. En conséquence, il y a lieu de prévoir des règles de procédure spécifiques à ces hypothèses.

2. Le texte néerlandais de l'article 32, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. L'alinéa 3 de l'article 32 trouverait mieux sa place dans l'article 26, dont il deviendrait, moyennant les adaptations nécessaires, l'alinéa 3.

Article 36

Selon la disposition proposée :

"L'autorité disciplinaire ordinaire peut recueillir en tout temps, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les dépositions de témoins qu'elle estime nécessaires."

Il en résulte que les dépositions de témoins pourraient avoir lieu soit après le dépôt du mémoire du membre du personnel, soit même après la clôture des débats. Il convient de prévoir que l'intéressé doit avoir connaissance de ces dépositions et qu'il puisse y répondre en déposant, s'il échet, un mémoire complémentaire.

Article 39

La deuxième phrase est à omettre. Elle relève de la loi budgétaire.

Article 46

A l'alinéa 3, il est prévu que "Sauf cas de force majeure, la procédure est poursuivie, en l'absence du membre du personnel ou de son défenseur, et considérée comme ayant été menée contradictoirement".

.../...

Le commentaire consacré à cet article précise :

"Il va de soi que l'absence pour motif de santé ne constitue pas un cas de force majeure. Le membre du personnel qui est malade et qui n'est pas en état de se défendre lui-même, devra dès lors se faire représenter aussi bien dans le cadre de la procédure devant l'autorité disciplinaire ordinaire que devant le conseil de discipline."

Cette précision ne va pas de soi; en principe, il n'est en effet nullement exclu que la maladie puisse constituer un cas de force majeure. Aussi cette précision doit-elle figurer dans le texte. En outre, afin d'attirer l'attention de l'intéressé sur ce point, il conviendrait de mentionner, dans la convocation, qu'à défaut pour lui de se présenter ou de se faire représenter devant le conseil de discipline, la procédure sera réputée contradictoire.

Article 48

1. Il y a lieu d'écrire : "l'autorité disciplinaire supérieure ou son délégué" au lieu de "l'autorité disciplinaire supérieure ou son défenseur".

Cette observation vaut également pour l'article 50.

2. Par ailleurs, on écrira, dans le texte français, "fait oralement rapport" plutôt que "rend un rapport oral".

3. En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 49

L'alinéa 2 précise :

"En tout cas, l'inspecteur général ou son délégué est entendu en sa qualité d'expert.".

Si l'inspecteur général a été entendu dans une autre procédure concernant le même membre du personnel, il ne peut intervenir en qualité d'expert et doit se faire représenter par son délégué.

La disposition doit être modifiée sur ce point.

Article 53

Il n'est pas admissible que le conseil de discipline puisse s'abstenir de donner un avis. La seconde phrase doit, dès lors, être omise.

Article 54

L'alinéa 1er, dernière phrase, prévoit que l'autorité disciplinaire supérieure ne peut infliger une sanction plus légère que celle proposée par le conseil de discipline.

Puisque l'autorité disciplinaire peut aggraver la sanction proposée par le conseil de discipline, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle elle ne pourrait pas prononcer une sanction plus légère.

.../...

Article 56

1. Il y a lieu d'écrire : "La notification du rapport introductif au membre du personnel ...".

2. La fin de l'alinéa 2 précise : "... Ce délai commence à courir le jour où l'autorité disciplinaire est informée ... que le dossier pénal est clôturé.". Le commentaire réservé à cet article (p. 19) précise ce qu'il faut entendre par "clôture du dossier pénal". Il est préférable d'apporter cette précision dans le dispositif et d'écrire : "... ou que le dossier est classé sans suite ou l'action publique éteinte.".

L'observation vaut également pour l'article 61, alinéa 3.

Article 57

L'alinéa 4 est rédigé comme suit :

"L'autorité peut refuser l'effacement visé à l'alinéa 3 si de nouveaux éléments, qui peuvent justifier un tel refus, sont apparus dans les cinq années qui précèdent la décision sur l'effacement.".

L'expression "nouveaux éléments qui peuvent justifier un tel refus" est vague.

.../...

A cet égard, le commentaire réservé à cet article précise :

"Constituent des éléments nouveaux qui peuvent justifier un refus d'effacement d'une sanction lourde les nouvelles sanctions disciplinaires encourues par le membre du personnel dans un délai de cinq ans précédant la décision sur l'effacement."

L'alinéa 4 doit être rédigé de manière plus précise.

Article 58

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de l'habilitation contenue au 1°, dès lors que la loi proposée a précisément pour objet de régler la procédure disciplinaire.

2. L'objet de l'habilitation contenue au 2° gagnerait également à être précisée.

3. Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 60

A lire la deuxième phrase du premier alinéa, il en résulte a contrario que la demande du ministre de la Justice de suspendre un membre du personnel de la police locale ne

.../...

lierait pas le bourgmestre ou le collège de police. Au surplus, la demande du ministre de la Justice au ministre de l'Intérieur relève de l'organisation interne du Gouvernement. Mieux vaut omettre cette phrase.

L'alinéa 3 sera également revu en conséquence.

Article 61

En ce qui concerne l'alinéa 3, référence est faite à l'observation n° 2 formulée à propos de l'article 56.

Article 64

Le texte proposé dispose que : "La suspension provisoire peut entraîner, pour la période considérée, une perte de traitement de maximum 50 %". Mieux vaut, quant à sa rédaction, s'inspirer de l'article 313 de la nouvelle loi communale.

Article 66

Cette disposition doit être insérée dans les articles 19 et 20.

Article 68

Les termes que la disposition modifie ne sont pas reproduits fidèlement : en ce qui concerne l'article 286, alinéa 3, il faut écrire, dans le texte français : "... au

.../...

comptable spécial, au commissaire de police ...". L'observation vaut également pour le texte français des articles 287, § 1er, alinéa 2, et 288, alinéa 2, à modifier.

Article 69

Il convient d'indiquer de manière complète les modifications encore en vigueur subies par les textes abrogés.

Article 71

Il y a lieu de viser l'article 242, alinéa 2 (et non premier alinéa).

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus :

"De hoogdringendheid is gemotiveerd door het feit dat de Kamer zich zo snel mogelijk over betreffend voorstel wenst uit te spreken, gezien het belang van deze materie.".

*

*

*

Voorafgaande opmerking

In tegenstelling tot wat in artikel 139, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus staat, voorziet het voorliggende wetsvoorstel in geen enkel administratief beroep tegen ordemaatregelen of tuchtstraffen die door de burgemeester, de gemeenteraad, het politiecollege of de politieraad worden uitgevaardigd ten aanzien van politieambtenaren, hulpagenten van politie of personeel van het administratief en logistiek kader. Een wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen strekt ertoe een rechtsgrond te creëren voor de ontstentenis van zulk een

.../...

beroep. Wat dat betreft, wordt verwezen naar advies L. 28.828/2, dat vandaag over dat voorstel van bijzondere wet is uitgebracht.

*

* *

Dispositief

Artikel 1

Artikel 42 van het voorstel heeft betrekking op de rechterlijke organisatie en regelt derhalve een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Artikel 7

Wanneer men de ontworpen bepaling leest, zijn er twee mogelijkheden :

ofwel moeten, wanneer een personeelslid verscheidene tuchtvergrijpen ten laste worden gelegd, die verschillende vergrijpen in één enkele procedure gericht tegen degene die ze heeft gepleegd, worden behandeld, en mag maar één enkele straf worden uitgesproken;

ofwel kan, wanneer een personeelslid verscheidene tuchtvergrijpen ten laste worden gelegd, elk van die vergrijpen

.../...

aanleiding geven tot een onderscheiden tuchtprocedure en een onderscheiden tuchtstraf tegen de dader van die vergrijpen.

De indieners van het voorstel moeten in dit verband nauwkeuriger aangeven wat ze bedoelen.

Artikel 8

Het tweede lid, tweede zin, bepaalt dat "het niet uitvoeren van een kennelijk onwettig bevel (...) geen aanleiding (kan) geven tot een tuchtstraf".

In de toelichting bij het artikel staat het volgende te lezen :

"Een manifest onwettelijk bevel, dat wil zeggen een bevel waarvan de onwettelijkheid door geen enkele normaal voorzichtige en redelijke politieman kan worden betwijfeld, zal nochtans niet moeten en niet mogen worden uitgevoerd. Het legitiem karakter van de weigering een manifest onwettelijk bevel uit te voeren, vormt een algemeen beginsel in het strafrecht en ligt reeds vervat in het tuchtrecht van de rijkswacht (zie artikel 24/2 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht).".

De bepaling waarnaar hier wordt verwezen, is evenwel in andere bewoordingen gesteld :

"Zij (de personeelsleden) voeren de gegeven bevelen correct uit en gedragen zich naar de richtlijnen die in het belang van de dienst worden gegeven.

Een kennelijk onwettig bevel mag evenwel niet worden uitgevoerd.".

.../...

Luidens deze bepaling is het niet-gehoorzamen aan een kennelijk onwettig bevel een plicht van ieder lid van een politiedienst. Dat betekent dat die persoon zulk een bevel niet mag uitvoeren en dat hij, indien hij dat wel doet, tuchtrechtelijk gestraft kan worden.

De verplichting voor de ondergeschikte om te weigeren te gehoorzamen wanneer het bevel kennelijk met ernstige onwettigheid behept is, overigens vastgelegd in de rechtsleer en de rechtspraak. Ze vloeit voort uit het algemene administratiefrechtelijke beginsel dat overheidsdiensten conform het recht moeten handelen.

De voorliggende bepaling blijft achter dat algemene beginsel. Ze zegt niet dat het niet-gehoorzamen aan een kennelijk onwettig bevel een verplichting is, maar alleen dat er geen straf op zal staan.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Een kennelijk onwettig bevel mag niet worden uitgevoerd.".

Artikel 11

Artikel 11 bepaalt dat de tuchtstraf schorsing de betrokkene in de stand non-activiteit plaatst. In de toelichting bij deze bepaling staat, op bladzijde 9, dat die straf tot een verlies van 50% van de nettowedde leidt. De aandacht van de indiener van het ontwerp dient er evenwel op te worden gevestigd dat tot op heden noch administratief

.../...

statuut noch een bezoldigingsregeling zijn goedgekeurd voor het personeel van de politiediensten, waarin de verschillende administratieve standen en de financiële gevolgen daarvan worden vastgesteld (1).

Ook andere bepalingen van de voorgestelde wet verwijzen naar begrippen die nauwkeuriger omschreven moeten worden in het toekomstige administratief statuut en in de toekomstige bezoldigingsregeling van het personeel van de politiediensten, onder meer de begrippen weddeschaal, tussentijdse verhogingen (artikel 12), personeel van niveau 1 (artikel 19) en hogere officieren (artikel 20).

Artikel 15

De woorden "is, voor wat betreft de gevolgen op pensioengebied, de zwaarste tuchtstraf" zijn vaag wat de gevolgen van de straf voor het pensioen aangaat.

De bepaling behoort te worden herzien, waarbij men zich dient te baseren op de toelichting bij dat artikel.

Artikel 16

Het tweede en het derde lid zijn in strijd met het beginsel van vermoeden van onschuld, voor zover ze de inwilliging van de aanvraag van het ontslag ingediend door een lid van de politiediensten waartegen een tuchtprocedure

(1) Artikel 104 van het statuut van het Rijkspersoneel bepaalt dan weer dat een rijksambtenaar die zich in de stand non-activiteit bevindt, behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling, geen recht heeft op wedde.

aangespannen is, gelijkstellen met ontslag van ambtswege (1).

Het zou bovendien beter zijn de Nederlandse en de Franse tekst van de beide leden duidelijker te stellen.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in het tweede lid "rechtspositionele" in plaats van "statutaire".

Artikel 25

1. De voorgestelde bepaling, in onderlinge samenhang gelezen met de toelichting die erbij wordt gegeven (2), is voor zover ze bepaalt dat het personeelslid

-
- (1) Zie in verband met een soortgelijke bepaling van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, D. Batselé, *Le régime disciplinaire*, in *Précis de la fonction publique*, Bruylant, Brussel, 1994, blz. 651.
- (2) De toelichting (blz. 13) is gebaseerd op arrest nr. L. 39.192, Godaert, van 7 april 1992 van de afdeling administratie. In dat arrest wordt er weliswaar op gewezen dat, terwijl de tuchtoverheid, bij het verzamelen van bewijzen, gebonden is door de beginselen van behoorlijk bestuur, ook het vervolgde personeelslid de plicht heeft loyaal mee te werken aan het tuchtonderzoek, maar - preciseert het arrest meteen - "zonder dat het daarbij afstand moet doen van zijn rechten van verdediging". Die plicht reikt niet zover dat het personeelslid gedwongen is zichzelf te beschuldigen door spontaan de bewijzen voor zijn schuld aan te reiken!! Het is ook onjuist te denken, zoals dat het geval lijkt te zijn in de toelichting, dat de tuchtoverheid die kennis heeft van feiten die onder het strafrecht kunnen vallen, niet verplicht zou zijn de stukken betreffende het tuchtonderzoek over te zenden aan de gerechtelijke instanties.

.../...

verplicht is de gegevens te verschaffen die hij kent en de stukken die in zijn bezit zijn over te leggen, niet verenigbaar met het beginsel dat de rechten van verdediging geëerbiedigd moeten worden, krachtens hetwelk niemand gedwongen mag worden tegen zichzelf te getuigen.

De bepaling moet worden herzien om de eerbiediging van de rechten van verdediging beter te waarborgen.

2. De Raad van State heeft, binnen het korte tijdbestek dat hem is toebedeeld, niet nader kunnen onderzoeken of het doorzoeken van voertuigen en persoonlijke bezittingen verenigbaar is met de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 28

In deze bepaling wordt gebruik gemaakt van het vage begrip discretieplicht. Het zou beter zijn te schrijven dat de tuchtoverheden geen ruchtbaarheid mogen geven aan de feiten en documenten waarvan zij in die hoedanigheid kennis hebben gekregen (1).

(1) Cf. artikel 63 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten - Belgisch Staatsblad van 31 december 1997.

De artikelen 32 tot 38

1. Uit het in onderling verband lezen van deze bepalingen blijkt dat tegelijkertijd twee tuchtprocedures kunnen worden aangespannen, de ene door de lagere tuchtoverheid, en de andere door de hogere tuchtoverheid.

Er wordt weliswaar bepaald dat de hogere tuchtoverheid de procedure die door de lage tuchtoverheid is aangespannen, kan "evoceren" of "voortzetten", maar dan moet zij wel van die procedure in kennis zijn gesteld.

Enerzijds schrijven de voorliggende artikelen alleen kennisgeving door de gewone overheid aan de hogere overheid voor wanneer de gewone overheid oordeelt dat het vergrijp met een zware tuchtstraf of met een schorsing van meer dan vijf dagen bestraft moet worden.

Anderzijds bepaalt artikel 38 niet dat de gewone overheid in kennis moet worden gesteld van de procedure die door de hogere overheid in gang is gezet.

Er dient dus te worden voorzien in wederzijdse kennisgeving, zowel van de gewone als van de hogere tuchtoverheid, alsmede in onttrekking van de zaak aan de gewone overheid wanneer de hogere overheid haar ervan in kennis stelt dat ze zelf een procedure heeft aangespannen.

Uit de artikelen 19 en 20 blijkt overigens dat in bepaalde gevallen dezelfde overheid nu eens gewone tuchtoverheid, dan weer hogere tuchtoverheid is, wat onvermijdelijk gevolgen zou hebben voor de verdere afwikkeling

.../...

van de procedure. Bijgevolg dient voor die gevallen in specifieke procedureregels te worden voorzien.

2. In artikel 32, eerste lid, is het woord "mogelijks" een verschrijving. Alleen "mogelijk" is correct.

3. Het derde lid van artikel 32 zou beter in artikel 26 opgenomen worden, waarvan het derde lid zou worden, mits er de nodige aanpassingen in worden aangebracht.

Artikel 36

Volgens de voorgestelde bepaling :

"(kan) de gewone tuchtoverheid (...) te allen tijde, uit eigen beweging of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de getuigenverklaringen opnemen welke zij nuttig acht."

Hieruit volgt dat getuigenverklaringen ofwel na de indiening van het verweerschrift van het personeelslid, ofwel zelfs na het afsluiten van de debatten zouden kunnen worden afgelegd. Er dient te worden bepaald dat de betrokkene kennis moet hebben van die getuigenverklaringen en dat hij erop kan antwoorden door in voorkomend geval een aanvullend verweerschrift in te dienen.

.../...

Artikel 39

De tweede zin behoort te vervallen. Hij heeft te maken met de begrotingswet.

Artikel 46

Het derde lid bepaalt dat, "behoudens overmacht, (...) bij afwezigheid van het personeelslid of zijn verdediger, de procedure (wordt) voortgezet en (...) geacht (wordt) op tegenspraak te zijn gevoerd".

In de toelichting bij dit artikel wordt het volgende gepreciseerd :

"Het is duidelijk dat de afwezigheid om gezondheidsredenen geen overmacht uitmaakt. Is het zieke personeelslid niet bij machte zichzelf te verdedigen dan moet hij zich, zowel wat de procedure voor de gewone tuchtoverheid als voor de tuchtraad betreft, laten vertegenwoordigen.".

Deze verduidelijking is niet vanzelfsprekend; in principe is het immers geenszins uitgesloten dat ziekte een geval van overmacht kan zijn. Die verduidelijking moet dan ook in de tekst worden opgenomen. Om de aandacht van de betrokkene op dat punt te vestigen, zou bovendien in de oproeping moeten worden vermeld dat, als hij niet verschijnt of zich niet laat vertegenwoordigen voor de tuchtraad, de procedure geacht wordt op tegenspraak gevoerd te zijn.

.../...

Artikel 48

1. Er behoort te worden geschreven : "de hogere tuchtoverheid of haar afgevaardigde" in plaats van "de hogere tuchtoverheid of zijn afgevaardigde".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 50.

2. Verder schrijve men in de Franse tekst "fait oralement rapport", in plaats van "rend un rapport oral".

3. Voorts dient men, wat de redactie van het vervolg van de Nederlandse tekst betreft, erop te letten dat het genus van het woord "overheid" vrouwelijk is.

Artikel 49

In het tweede lid wordt het volgende gesteld :

"In ieder geval wordt de inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde in zijn hoedanigheid van deskundige, gehoord.".

Indien de inspecteur-generaal gehoord is in een andere procedure die betrekking heeft op hetzelfde personeelslid, mag hij niet als deskundige optreden en moet hij zich door zijn afgevaardigde laten vertegenwoordigen.

De bepaling behoort op dat punt te worden gewijzigd.

.../...

Artikel 53

Het is niet aanvaardbaar dat de tuchtraad zich kan onthouden van het geven van een advies. De tweede zin dient dan ook te vervallen.

Artikel 54

In de laatste zin van het eerste lid is bepaald dat de hogere tuchtoverheid geen lichtere straf kan opleggen dan die welke is voorgesteld door de tuchtraad.

Aangezien de tuchtoverheid de door de tuchtraad voorgestelde straf kan verzwaren, is het de Raad van State niet duidelijk waarom ze geen lichtere straf zou kunnen uitspreken.

Artikel 56

1. Men schrijve : "De kennisgeving van het inleidend verslag aan het personeelslid ...".

2. Op het einde van het tweede lid wordt bepaald : "... begint die termijn te lopen de dag dat de tuchtoverheid ... ervan in kennis gesteld wordt dat ... het strafdossier werd afgesloten.". In de toelichting bij dat artikel (blz. 19) wordt gepreciseerd wat onder "het afsluiten van het strafdossier" dient te worden verstaan. Het is verkieslijk die verduidelijking in het dispositief op te

.../...

nemen en te schrijven : "... is genomen of dat het dossier gedeponereerd is dan wel de strafvordering vervallen is."

De opmerking geldt eveneens voor artikel 61, derde lid.

Artikel 57

Het vierde lid is geredigeerd als volgt :

"De overheid kan de uitwissing bedoeld in het derde lid weigeren indien nieuwe gegevens, die een dergelijke weigering kunnen rechtvaardigen, aan het licht zijn gekomen binnen de vijf jaren die voorafgaan aan de beslissing over de uitwissing."

De woorden "nieuwe gegevens, die een dergelijke weigering kunnen rechtvaardigen" zijn vaag.

In dit verband wordt in de toelichting bij dit artikel het volgende gepreciseerd :

"Tot de nieuwe gegevens die een weigering tot uitwissing van een zware straf kunnen rechtvaardigen, moeten de nieuwe tuchtstraffen die het personeelslid tijdens de termijn van vijf jaar, voorafgaand aan de beslissing over de uitwissing, heeft opgelopen, worden gerekend."

Het vierde lid dient preciezer geredigeerd te worden.

.../...

Artikel 58

1. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van de in onderdeel 1° vervatte machtiging, aangezien de voorgestelde wet precies tot doel heeft de tuchtprocedure te regelen.

2. Het doel van de in onderdeel 2° vervatte machtiging dient eveneens te worden verduidelijkt.

3. Het woord "dienstverantwoordelijken", dat als tegenhangen van de term "chefs de service" is niet correct, zou vervangen moeten worden door het woord "diensthoofden".

Artikel 60

Uit de lezing van de tweede zin van het eerste lid blijkt a contrario dat het verzoek van de minister van Justitie om een personeelslid van de lokale politie te schorsen niet bindend zou zijn voor de burgemeester of het politiecollege. Bovendien valt het verzoek van de minister van Justitie aan de minister van Binnenlandse Zaken onder de interne organisatie van de Regering. Het is verkieslijk die zin te laten vervallen.

Het derde lid behoort dientengevolge eveneens te worden herzien.

.../...

Artikel 61

In verband met het derde lid wordt verwezen naar opmerking nr. 2, die over artikel 56 gemaakt is.

Artikel 64

In de voorgestelde tekst wordt het volgende bepaald : "De voorlopige schorsing kan, voor de betrokken periode, een verlies van wedde van ten hoogste vijftig procent tot gevolg hebben". Het zou beter zijn deze bepaling te stellen naar het voorbeeld van artikel 313 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 66

Deze bepaling behoort in de artikelen 19 en 20 te worden ingevoegd.

Artikel 68

De woorden die door de bepaling gewijzigd worden, zijn niet getrouw overgenomen : in verband met artikel 286, derde lid, dient in de Franse tekst te worden geschreven : "... au comptable spécial, au commissaire de police ...". De opmerking geldt eveneens voor de Franse tekst van de te wijzigen artikelen 287, § 1, tweede lid, en 288, tweede lid.

.../...

Artikel 69

De nog van kracht zijnde wijzigingen die in de opgeheven teksten aangebracht zijn, dienen volledig te worden aangegeven.

Artikel 71

Er behoort te worden verwezen naar artikel 242, tweede lid (en niet eerste lid).

La chambre était composée de
Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

R. ANDERSEN,

P. LIENARDY,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

Le rapport a été présenté
par M. L. DETROUX, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PREMIER PRESIDENT - DE
EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS